

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS

39 RUE DU 3^e ZOUAVE

BP 60005

68131 ALTKIRCH Cedex

Références : 0006702247_2023_02_20_Daiichi_VIIC-rejet-aqueux
Code AIOT : 0006702247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2023 dans l'établissement DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS implanté 39 RUE DU 3^e ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex 68130 Altkirch. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En 2019 en Grand-Est, seulement 9 % des masses d'eau sont en bon état écologique et chimique, contre 46 % en mauvais état pour ces deux critères. L'effort à consentir pour l'atteinte du bon état des masses d'eau à horizon 2027 (fixé dans les SDAGE Rhin-Meuse et Seine-Normandie en Grand Est) est encore grand, et les freins pour l'atteinte des objectifs nombreux.

Un croisement entre les données de qualité du milieu et les données en matière de rejets a donc été effectué pour réviser les priorités de l'inspection pour le cycle SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) 2022-2027. En Grand-Est, et selon cette méthode, 269 installations classées (dont le site contrôlé fait partie) rejetant des effluents potentiellement chargés en substances qui contribuent au déclassement des masses d'eaux ont été identifiés en vue de faire l'objet d'un contrôle ciblé.

L'action consiste dans ce cadre d'une part en un examen de la robustesse des prescriptions préfectorales pour tous les rejets industriels et d'autre part en un contrôle du respect des dispositions relatives à la surveillance des rejets tels qu'ils existent (notamment en vue de vérifier la justesse des résultats analytiques transmis dans le cadre de l'autosurveillance).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS
- 39 RUE DU 3° ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006702247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DAIICHI SANKYO, installée sur le site depuis 1975, est autorisée à ce jour par arrêté préfectoral délivré le 12/11/2009 (modifié notamment en 2014) à exploiter (pour la fabrication de produits pharmaceutique) un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement qui relèvent des régimes de l'autorisation (rubriques n°3450, 1431, 1433, et 2690) et de la déclaration (rubriques n°1432, 2240, et 2910).

Ces installations sont soumises à la directive européenne IED (Industrial Emissions Directive).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Maîtrise et surveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
3	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.6.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.6.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.8.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Protection des milieux récepteurs	AP Complémentaire du 12/11/2009, article 7.6.8.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Rejets eaux pluviales (gestion quantitative)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 14/03/2014, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Respect des normes de mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
13	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 9.3.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Compatibilité milieux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31,32, 33 et 60	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.2.2	Sans objet
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.2	Sera intégré à un prochain arrêté préfectoral
6	Conditions de rejets	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Programme d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 9.2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant postérieurement à l'inspection permettent de mettre en avant les non-conformités résiduelles suivantes :

- certains points de prélèvements (eaux pluviales) ne sont pas accessibles en toute sécurité (accès sur rives non stabilisées ou dans le cours d'eau),
- l'exploitant ne collecte pas l'ensemble des eaux de ruissellement dans le bassin d'orage du site. Il n'effectue par ailleurs pas de contrôle préalable au rejet des eaux collectées dans le cadre d'un orage. L'exploitant ne dispose pas des éléments de dimensionnement de son dispositif de traitement des eaux pluviales disposé en aval du bassin d'orage,
- les rejets des installations sont en dépassement structurel vis-à-vis des Valeurs Limites en concentration journalière et flux journalier imposé pour le paramètre Chlorures,
- l'exploitant réalise la mesure du paramètre DCO (et sans le justifier) avec un écart normatif à la méthode prévue par l'avis du 22/02/22 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'exploitant ne fait pas procéder au contrôle externe de recalage,
- les flux en Phosphore et Chlorures rejetés par les activités industrielles du site, ne sont pas compatibles avec le milieu naturel (Talbach) dans lequel l'exploitant effectue son rejet,
- les débits en eaux pluviales rejetés par le site, excèdent quantitativement la valeur limite imposée à l'exploitant,
- l'exploitant ne tient pas à jour le registre spécial de sa station de traitement dédié aux incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux,
- l'asservissement au débit du système de prélèvement n'est pas fonctionnel,
- l'exploitant ne commente pas de manière exhaustive et satisfaisante les dépassements qu'il relate dans l'application GIDAF,

Par ailleurs, l'inspection n'est à ce jour pas en mesure de statuer sur la conformité du dimensionnement du bassin d'orage du site qui sert également au confinement des pollutions et des eaux d'extinction d'incendie.

Enfin il appartient à l'exploitant de compléter les éléments contenus dans les positionnements qu'il a pu transmettre à l'inspection des installations classées en vue de faire application des dispositions de l'arrêté ministériel du 24 août 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées: [...]

-les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Lors de l'inspection sur site l'exploitant a présenté un plan de ses réseaux : eaux pluviales, industrielles, et refroidissement. Ce plan ne contient pas l'ensemble des éléments requis. Sont notamment manquants: la localisation formelle des points de rejets, et des points de prélèvements.
Par transmission du 06/03/2023, l'exploitant a transmis un plan mis à jour contenant l'ensemble des éléments requis par la prescription.
Compte tenu des éléments transmis par l'exploitant postérieurement au contrôle sur site, la prescription contrôlée n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.
Constats : Le contrôle sur site et l'examen des plans fournis par l'exploitant tendent à montrer qu'aucune dilution n'est opérée en amont des points de prélèvements en vue de constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets opposables aux installations. Il n'a pas été constaté lors du contrôle sur site ou sur l'examen des documents fournis, de rejets directs ou indirects en eaux souterraines non référencés dans l'arrêté du 12 novembre 2009. Il a pu être constaté la présence d'un seul point de rejet existant sur site, mais non référencé dans l'arrêté précité. Il s'agit du point de rejet du nouveau parking réalisé par l'exploitant dans le cadre de son extension. Cette extension a fait l'objet d'une notification par l'exploitant en date 16 septembre 2020, complétée le 3 janvier 2023 faisant état de point de rejet supplémentaire. Il est ainsi considéré que l'exploitant a rempli ses obligations d'information, et qu'il appartient à l'administration d'intégrer ce point de rejets aux prescriptions opposables aux installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sera intégré à un prochain arrêté préfectoral

N° 3 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurées périodiquement et portées sur un registre. [...]

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : L'exploitant a mis en place pour le suivi de sa station de traitement interne un ensemble de procédures, et enregistrements, afin d'assurer le suivi de paramètres tel que le pH, la concentration en Matières en Suspension, la température, le taux d'oxygène en différents points de son unité de traitement. Le suivi de la station se fait en continu au travers des analyseurs et mesures physiques en ligne, et au quotidien pour un ensemble d'opérations effectuées par les techniciens des utilités du site. Concernant les opérations quotidiennes, d'après les éléments mis à disposition de l'inspection lors du contrôle et la procédure rédigée par l'exploitant, certains des points de contrôle doivent se faire 3 fois par jour. Le contrôle des enregistrements effectués sur l'année 2023 montre que cette périodicité n'est pas toujours respectée par l'exploitant. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection les éléments démontrant qu'il tient à jour un registre répertoriant les incidents liés au fonctionnement de l'unité de traitement.
Observations : il appartient à l'exploitant de respecter les périodicités de contrôle qu'il se fixe, et de les reporter dans le registre de suivi de son installation de traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement rejets et prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.6.2.1 Aménagement de l'ouvrage de rejet Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration , ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]</p> <p>4.3.6.2.2 Aménagement d'une section de mesure Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Constats : Le contrôle de cette disposition a été réalisé sur les points de rejets et points de prélèvements du site liés aux eaux industrielles et aux eaux pluviales.</p> <p>Concernant le point de rejet des eaux industrielles en sortie de station de traitement, les prélèvements sont réalisés via un préleveur automatique, dans un canal de mesure « venturi » en sortit de l'étape de décantation. Le site est aisément accessible. La prescription contrôlée n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection concernant ce point de rejet.</p> <p>Concernant les points de rejets des eaux pluviales, les prélèvements sont réalisés par prélèvement ponctuel en sortie d'émissaire sur les berges de la rivière (non stabilisées) ou dans le lit de la rivière. Il est considéré que ces points de prélèvement ne remplissent pas les conditions de sécurité fixées par la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h[...]
Constats : Lors du contrôle sur site, le prélèvement était asservi au temps. L'exploitant a mentionné : <ul style="list-style-type: none">• que cela était dû au fait d'une panne sur le débitmètre permettant l'asservissement,• qu'une commande pour son remplacement avait été réalisée, mais que les délais de mise en œuvre sont longs. <p>Postérieurement au contrôle sur site, l'exploitant a pu transmettre à l'inspection une commande signée pour le remplacement du dispositif avec un échéancier de remplacement prévu pour le 21/03/2023. Bien que l'exploitant ait engagé des actions en vue de se remettre en conformité, il convient de considérer qu'à la date d'écriture de ce constat, la non-conformité est persistante, l'exploitant a cependant apporté des garanties concernant la mise en conformité à échéance courte.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < 30°C - pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
Constats : Le contrôle de cette prescription n'a porté que sur le point de rejet des eaux industrielles. Il a pu être vérifié au travers des mesures réalisées en continu par l'exploitant que les valeurs limites définies pour la température et le pH étaient respectées lors du contrôle sur site. Par ailleurs, le rejet était exempt de matières flottantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 4.3.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux collectées sont traitées par un

dispositif décanteur déshuileur adapté à la pluviométrie. Ces eaux peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.
<p>Constats : Les constats réalisés sur site et l'examen des documents portés à la connaissance de l'inspection des installations classées permettent de conclure que l'exploitant ne collecte pas l'ensemble des eaux pluviales de son site vers le bassin de confinement qui a également pour fonction "bassin d'orage". Ainsi, il n'est pas en mesure de collecter le premier flot des eaux pluviales pour l'extension (parking) qu'il a récemment créée. En effet les eaux pluviales de ce parking sont directement rejetées au milieu naturel (Talbach) après traitement dans un séparateur d'hydrocarbures avec débourbeur. Aucun contrôle préalable au rejet n'est réalisé par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs dans la configuration actuelle de l'exploitation de son bassin d'orage, l'exploitant vidange manuellement chaque matin (hors week-end le site étant fermé) les eaux de pluie collectées sans contrôle au préalable de la qualité des eaux rejetées.</p> <p>Concernant le dispositif de traitement du nouveau parking, l'exploitant a fourni un document, montrant qu'il est conçu selon la norme EN858-1, et dimensionné pour une superficie imperméabilisée de 3700m² (la zone collectée faisant approximativement 3000m²).</p> <p>Concernant le dispositif de traitement lié au bassin de confinement, l'étude de faisabilité fournie en 2002 par l'exploitant (lors de la construction de l'ouvrage), mentionne un débit de traitement pour le séparateur de 50l/s. Par transmission du 06/03/2023 l'exploitant a informé l'inspection que la pompe de relevage du bassin possédait quant à elle un débit de 220m³/h soit environ 61l/s, ce qui excède la capacité de traitement du séparateur mis en place. Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que ce dispositif est toujours adapté aux superficies imperméabilisées qui ont été modifiées (au grè des modifications et extensions) depuis 2002. Ainsi, les images satellites du site antérieures à 2006 montrent une surface non imperméabilisée d'environ 1000m² entre les bâtiments 2 et 3, cette surface est aujourd'hui imperméabilisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2009, article 7.6.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à un bassin de confinement [...] avant rejet vers le milieu naturel. [...] Son dimensionnement tient compte des eaux pluviales pouvant y être collectées.[...] le bassin de rétention a une capacité de 700m³. [...] Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...]</p>
<p>Constats : Comme évoqué dans le point de contrôle précédent, actuellement sur site, le bassin d'orage et le bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées sont confondus. Les éléments mis à la disposition de l'inspection (plan de conception n°3321-60-A du 06/03/03) montrent que le bassin dispose d'une capacité de confinement de 795m³. En application des dispositions de la prescription contrôlée, le volume d'eaux susceptibles d'être polluées à confiner est 700m³. Il reste donc 95m³ pour la gestion des eaux pluviales.</p> <p>Aucun élément fourni par l'exploitant entre 2002 et ce jour ne permet d'apprécier la part relative (à retenir) aux eaux pluviales en cas d'orage. L'étude de faisabilité transmise en 2002 fait d'ailleurs état à son paragraphe V.3.2 d'un remplissage rapide du bassin en cas d'orage, avec dans ce cas une impossibilité pour le bassin de jouer son rôle de rétention en cas d'incendie.</p> <p>Par ailleurs les agrandissements successifs du site tendent à augmenter les volumes dédiés à la</p>

<p>réten-tion des eaux météoriques ; en l'absence d'éléments démontrant l'adéquation entre les volumes de réten-tion tels qu'originellement calculés en 2002, la capacité de l'exploitant à confiner les eaux d'extinction pose question.</p> <p>Au vu de ces éléments, la situation telle que présentée par l'exploitant interroge quant à l'adéquation des volumes de confinement disponibles, (en matière de dimensionnement de son bassin d'orage et de confinement) ne permet pas d'apprécier la conformité de la situation. Par ailleurs, il est rappelé qu'actuellement en cas d'orage le bassin n'est pas vidangé automatiquement, sa vidange est réalisée par une action volontaire d'un opérateur. En cas d'absence d'opérateur (fermeture du site: nuit, week-end, et congés d'été pour exemple) la vidange s'effectue par trop-plein. Il est enfin à souligner que si l'exploitant souhaite pouvoir vidanger ce bassin en conformité avec les dispositions de l'article 43-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 précédemment examiné, il lui appartiendrait d'effectuer cette opération de vidange à raison de 8l/s soit 28,8m³/h, il lui faudrait donc potentiellement environ 24h pour vidanger un bassin rempli à 700m³.</p>
<p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'inspection estime utile que l'exploitant s'interroge sur la possibilité de « dé-raccordement » des aires imperméabilisées n'entraînant pas de risque de pollution (afin par exemple de les infiltrer conformément aux dispositions réglementaires opposables à ce type d'eaux de ruissellement). - Dans l'éventualité où un second ouvrage serait nécessaire afin d'atteindre l'objectif de la prescription, l'inspection appelle l'exploitant à envisager de modifier le point de rejet final du dispositif faisant office de bassin d'orage afin de reporter les effluents générés vers un milieu capable de les accepter.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Rejets eaux pluviales (gestion quantitative)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - À défaut de dispositions fixées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux ou à défaut de dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), correspondant au maximal décennal de précipitations en cas de pluie, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.[...]</p>
<p>Constats : En lien avec l'examen des éléments précédents relatifs à la gestion des eaux pluviales du site, les éléments portés à la connaissance de l'inspection montrent que les débits susceptibles d'être rejetés pour les eaux pluviales du site sont de 50l/s à 61l/s pour le rejet d'eaux pluviales existant, et de 20 à 80 l/s pour le rejet d'eaux pluviales nouvellement créé par l'exploitant dans le cadre de son projet d'extension d'activité. Ces rejets se font dans le Talbach qui possède un QMNA5 de 80l/s, soit un débit maximal à rejeter pour les eaux pluviales du site de 8l/s. Les valeurs réelles émises par l'exploitant dépassent les valeurs limites autorisées par la prescription contrôlée.</p> <p>Il est par ailleurs à signaler que dans la conception de son nouveau parking, et du nouveau point de rejet associé, l'exploitant n'a pas respecté les dispositions du SDAGE Rhin-Meuse, qui prévoit que pour tout nouveau projet soit recherché l'infiltration des eaux pluviales, au maximum de ce qu'il est techniquement et économiquement soutenable (Disposition T5A - O5 - D1)</p>
<p>Observations : L'infiltration des eaux du nouveau parking permettrait de répondre favorablement aux dispositions du SDAGE Rhin Meuse, et permettrait de diminuer l'apport en débit de ruissellement généré par le site actuellement en dépassement réglementaire.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2014, article 10			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites d'Émission des eaux résiduaires avant rejet			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
<p>Prescription contrôlée : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : Émissaire de la station d'épuration (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral Du 12/11/2009) :</p>			
Débit de référence	Maximal : 40 m³/2h	Moyen journalier : 320 m³/j	Débit moyen annuel : 64 000 m³/an
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	Flux maximal annuel (kg/an)
DCO (*)	90	28	4 900
DBO ₅ (*)	30	9,6	1 800
MEST (*)	30 20 mg/l en moyenne mensuelle	9,6	1 500
Azote total NTK (*)	25	8	1 500
Phosphore total	4	1,2	210
AOX	1	0,3	55
Hydrocarbures totaux	10	3	540
Chlorures (**)	625	200	40 000

(*) la station d'épuration de l'installation doit avoir un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, à 90 % pour la DBO₅ et les MEST, et à 80 % en azote

(**) les chlorures ne sont pas épurés par la station d'épuration, l'exploitant peut déterminer éventuellement par bilan massique le rejet en chlorures, sous réserve de démontrer la fiabilité de cette méthode.

Constats : L'examen des valeurs limites actuellement opposables (telles que prévues dans l'arrêté préfectoral du 14/03/2014) au rejet d'eaux industrielles du site a été réalisé sur la base des transmissions d'autosurveillance des mois de janvier 2022 à décembre 2022 (inclus). Le respect des valeurs limites annuelles n'a pas été contrôlé.

Il ressort de cet examen que les rejets de l'exploitant sont en dépassements fréquents (et de façon structurelle) pour le paramètre chlorure : 7 dépassements de la VLE en concentration pour 44 mesures réalisées, dont 1 dépassement du double de la VLE fixée, et 2 dépassements de la VLE en flux pour 44 mesures réalisées.

Il est considéré que les dépassements recensés ci-avant pour le paramètre chlorures sont structurels compte tenu des éléments suivants.

L'exploitant a formulé dans son dossier de porter à connaissance de janvier 2023 une demande de modification de la VLE en concentration considérant le fait qu'il avait réalisé un travail de réduction de ses consommations en eaux, entraînant de facto une diminution des débits rejetés et donc une augmentation des concentrations présentes dans ses rejets. Cette argumentation est « recevable » et doit être analysée par l'inspection des installations classées dans le cadre de

l'instruction du dossier précité. Cependant, il est par ailleurs à souligner que la VLE en flux fixée aujourd'hui à l'exploitant (200kg/j), est supérieure à la valeur de compatibilité exprimée par l'exploitant dans le dossier précité. En effet, ce dernier expose que pour le Talbach le flux maximal autorisé pour le site devrait être de l'ordre de 70kg/j, tout en prenant une norme de qualité égale à 100mg/l dans le milieu alors qu'il y a lieu de considérer une Valeur Guide environnementale à 30mg/l. Ce flux mentionné par l'exploitant et donc a priori surestimé.

Au vu des éléments qui précèdent, il y a bien lieu de considérer que l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites qui lui sont imposées pour le paramètre Chlorure, et que par ailleurs en l'état actuel ses rejets ne sont pas compatibles avec le milieu récepteur (cf point de contrôle dédié ci-après).

De manière plus sporadique (et de façon conjoncturelle liée à des incidents de production ou des défaillances ponctuelles de l'unité de traitement) on peut noter les dépassements suivants :

- 3 dépassements de la VLE en concentration pour le paramètre MES sur les 44 mesures réalisées, et 2 dépassements de la VLE en flux pour le paramètre MES sur les 44 mesures réalisées,
- 1 dépassement du double de la VLE en concentration pour le paramètre DBO5 sur les 44 mesures réalisées, et 1 dépassement du double de la VLE en flux pour le paramètre DBO5 sur les 44 mesures réalisées,
- 4 dépassements du double de la VLE en concentration et 1 du double de la VLE en flux pour le paramètre DCO sur l'ensemble des mesures journalières réalisées sur les 13 mois étudiés. Ces 5 dépassements n'ont fait l'objet d'aucun commentaire par l'exploitant dans sa transmission (cf point de contrôle lié à cet aspect ci-après).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Programme d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Les dispositions minimales suivantes sont mises en oeuvre :

Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : Emissaire de la station d'épuration (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètres	Periodicité de la mesure
pH	Continu avec enregistrement
Débit	Continu avec enregistrement
Température	Continu avec enregistrement
DCO	Journalière
DBO5	Lorsque : concentration DCO supérieure ou égale à 60 mg/l
MES	Hebdomadaire
Chlorures	Hebdomadaire
Azote Total NTK	/
Phosphore total	/
Hydrocarbures Totaux	/

Constats : L'examen des transmissions d'autosurveillances réalisées par l'exploitant sur la période janvier 2022- décembre 2022 montre que les fréquences imposées sont respectées hormis pendant les périodes d'arrêt de l'installation (situation admise, les rejets ne sont à analyser qu'en période de rejets effectifs).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : respect des normes de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>Constats : Pour la mise en œuvre de son programme d'autosurveillance, l'exploitant réalise l'analyse DCO sur site au niveau de la station de traitement, il réalise également sur site dans son laboratoire l'analyse des MES. Il fait ensuite réaliser le reste de ses mesures analytiques par un laboratoire sous-traitant. Les échantillonnages sont réalisés par l'exploitant à l'aide d'un préleveur automatique et envoyés au sous-traitant dans les conditions fixées par ce dernier pour la réalisation des mesures (fourniture de flacons préparés à l'avance par le laboratoire sous traitant).</p> <p>L'analyse du respect des normes prévues par l'avis du 22/02/22 (sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement) a été réalisée uniquement vis-à-vis de la partie analytique.</p> <p>Concernant les paramètres et substances dont la mesure est sous-traitée à un laboratoire, l'examen des bordereaux de mesures fournis par l'exploitant pour l'année 2022 montre que les normes utilisées par le laboratoire sous-traitant sont cohérentes avec les normes prévues par l'avis précité. Exception faite du paramètre DCO pour lequel l'avis prévoit l'utilisation de la norme NF T90-101 (février 2021), le sous-traitant utilise la norme ISO 15705 (correspond à l'analyse de la ST-</p>

<p>DCO micro méthode analytique pour l'évaluation de la DCO). La prescription contrôlée prévoit que l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. Cependant comme détaillé dans le point de contrôle dédié à cet aspect, l'exploitant ne fait pas réaliser de contrôle de recalage au sens de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, il n'est donc pas en mesure de justifier que la méthode analytique qu'il utilise est équivalente en termes de résultats à la méthode prévue par l'avis précité. Ainsi, il y a lieu de considérer que l'exploitant ne respecte l'ensemble des éléments de la prescription contrôlée notamment pour le paramètre DCO.</p> <p>Le constat est identique pour la mesure en DCO qu'il réalise quotidiennement au niveau de niveau de la station de traitement, l'exploitant emploie la micro-méthode telle que prévu par la norme ISO 15705 en vue de mesurer la ST-DCO. Ne réalisant pas de contrôle de recalage, il n'est pas en mesure de justifier que la méthode analytique retenue est équivalente à celle de l'avis précité.</p> <p>L'examen (par échantillonnage) de la méthode interne (explicitée dans le document LC-3-50-061ed6) mise en œuvre pour la mesure des Matières en suspension, montre que l'exploitant utilise les principes de la norme NF EN 872 (norme prévue par l'avis ministériel précité) tant en termes d'appareillage de mesure, de mode opératoire et principe de la mesure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre du contrôle de recalage & Exigence d'accréditations/agrèments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p>
<p>Constats : L'exploitant mentionne réaliser un contrôle de recalage trois fois par an, ce en lien avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2009. Cependant, le contrôle réalisé par l'exploitant n'est pas réalisé conformément aux dispositions de la prescription contrôlée qui s'ajoute aux dispositions de l'arrêté préfectoral précité. En effet, lors de ce contrôle, réalisé trois fois par an, l'exploitant ne fait pas appel à un préleveur accrédité pour ses prélèvements (il les réalise lui-même), et ne procède pas à une comparaison des analyses issues des deux contrôles réalisés (interne et externe).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2009, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus, accompagnés de commentaires sur les dépassements éventuels et les actions correctives mises en œuvre ou prévues, dans le mois qui suit leur réalisation.
Constats : L'exploitant réalise la transmission de son autosurveillance via GIDAF. Les périodicités et délais de transmissions sont respectés pour l'année 2022. En revanche, l'exploitant ne commente pas systématiquement les causes des dépassements identifiés, ni n'explique de plan d'action en vue de démontrer qu'il met en œuvre les mesures nécessaires pour un retour à la conformité de ses rejets.
Observations : Il est pertinent que l'exploitant réalise la transmission des résultats de contrôle de recalage via l'application GIDAF, par ailleurs il est également pertinent que l'exploitant joigne à ses transmissions les bordereaux de résultats d'analyse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : compatibilité milieux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.[...]
Constats : Par transmissions des 31 janvier 2022 et 3 janvier 2023, l'exploitant a fourni des éléments en lien avec la compatibilité de ses rejets avec le milieu naturel tel que prévu à ce jour (Talbach - CR36). Il ressort de l'analyse de l'exploitant que les rejets en : - Phosphore total, - et Chlorures, ne sont pas compatibles avec le milieu récepteur.
Il apparaît également que les deux positionnements transmis précités sont incomplets et incohérents. Le positionnement transmis dans le cadre du porter à connaissance du 3 janvier 2023 n'intègre pas l'intégralité des substances susceptibles d'être émises (cf rapport d'instruction du dossier). Le positionnement transmis le 31 janvier 2022 dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 prend en référence le QMNA5 de l'III à 514 l/s alors que le site rejette dans le Talbach qui possède un QMNA5 à environ 50 l/s. D'autre part dans le document d'analyse

de la compatibilité transmis en janvier 2022 un certain nombre de paramètres ne font pas l'objet d'un examen de compatibilité tels que les MES, la DCO ou la DBO5.
Au-delà du non-respect relatif à la compatibilité de ses rejets, l'exploitant, n'a pas fourni de dossier conforme aux dispositions de l'alinéa I du 2° de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 31,32, 33 et 60
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions des articles 31, 32, 33 et 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ne sont pas reprises dans le présent document par souci de lisibilité.</p> <p>Constats : L'objectif de ce point de contrôle est d'analyser les éléments transmis par l'exploitant en vu de répondre aux dispositions des articles cités en référence afin d'in-fine de rendre cohérentes les prescriptions préfectorales en matière de rejets aqueux avec les dispositions ministérielles opposables aux installations. L'exploitant a successivement transmis en 2021 et 2022 des éléments en lien avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le périmètre de sa surveillance concernant les substances susceptibles d'être présentes dans ses rejets eu égard à l'ensemble des paramètres et substances listés dans l'arrêté ministériel précité dont les dispositions s'appliquent aux installations (articles 31, 32 et 33 de l'arrêté ministériel du 2/2/98), • les valeurs limites en concentration qu'il propose en intégrant les modifications induites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (articles 31, 32 et 33 de l'arrêté ministériel du 2/2/98), • les fréquences de son programme d'autosurveillance en intégrant les modifications induites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 (article 60 de l'arrêté ministériel du 2/2/98), • les valeurs limites en flux afin de rendre son rejet compatible au sens de l'article (article 22 de l'arrêté ministériel du 2/2/98). <p>L'examen des éléments transmis montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant n'a pas considéré toutes les substances et paramètres mentionnés dans l'arrêté ministériel du 2/2/98 ; sont manquantes une partie des substances de l'article 33-14 (secteur de la chimie) et une partie des paramètres de l'article 31 concernant notamment les mesures spécifiques liées aux eaux réceptrices auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article D. 211-10 du code de l'environnement (les aspects relatifs à la température), et une partie des substances mentionnées à l'article 32 (Polluants spécifiques de l'état écologique), bien que la masse d'eau soit déclassée pour une partie de ces paramètres (l'arsenic pour exemple) • l'exploitant ne propose pas de valeurs limites ou de fréquence d'autosurveillance pour des substances ou paramètres susceptibles d'être dans le rejet (mesurés par l'exploitant) mais dont la quantification n'atteindrait pas le seuil de déclenchement d'une surveillance par l'arrêté ministériel du 2/2/98. Ce même arrêté prévoit pour autant à son article 31 que "Sans préjudice des dispositions de l'article 21, les valeurs limites d'émissions sont fixées dans l'arrêté d'autorisation sur la base du respect des normes de qualité définies par la réglementation en vigueur, en application de l'article R. 211-11-1 du code de l'environnement." Considérant la sensibilité de la masse d'eau en période d'étiage, il convient que l'exploitant se positionne également pour ces substances et analyse la compatibilité de ses rejets afin de répondre favorablement à cette disposition réglementaire, • l'exploitant n'a pas proposé de valeurs limite en flux en vu de pouvoir réglementer ses

rejets vis-à-vis de la compatibilité milieu.

Il convient de considérer que le positionnement actuellement transmis est incomplet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois